



Présence militaire des Etats-Unis en Afrique : préservent leurs intérêts stratégiques

Les Etats-Unis ont la délicate tâche de devoir protéger leurs intérêts stratégiques en Afrique tout en évitant une présence militaire qui pourrait leur être préjudiciable. Ils tentent ainsi de mettre en place un difficile équilibre entre politique de développement économique, promotion des libertés et coopération pour la sécurité mondiale et pour la lutte contre le terrorisme.

Regain de la politique américaine en Afrique : diversifier ses sources de matières premières

Jusqu'à la fin des années 1980, Washington opte pour une posture de distance à l'égard du continent africain qu'il laisse à la vigilance des Européens. Les Etats Unis font montre de réticences à s'impliquer sur un continent qu'ils connaissent mal et qui leur semble source d'enlèvement. Cependant, la politique américaine opère une timide inflexion envers l'Afrique à partir des années 1990. Les autorités du Pentagone critiquent alors la main mise européenne et prônent un discours axé sur la défense de la démocratie et sur la responsabilisation des élites africaines. Cette inflexion subit un brutal coup d'arrêt après le traumatisme suscité par l'échec de l'invasion en Somalie.¹ L'après-11 septembre entérine en revanche une réelle prise de conscience de la part du Département d'Etat de l'intérêt géostratégique de l'Afrique. En effet, les Américains réalisent leur trop grande dépendance aux ressources du Golfe et la nécessité pour eux de trouver de nouveaux partenaires énergétiques. L'Afrique apparaît comme un possible « allié de revers ». La question de la sécurisation du continent est alors posée et amène le Pentagone à mettre en place une politique de défense des intérêts stratégiques américains en Afrique. Il s'agit de protéger les gisements de matières premières – également convoités par les investisseurs chinois de plus en plus présents - dans des pays souvent déficitaires en termes de sécurité et de souveraineté.

United States Africa Command : un outil plus diplomatique que militaire ?

L'importance croissante de l'Afrique pour les intérêts stratégiques américains dans les années 2000 conduit le président George W. Bush à créer le commandement militaire américain pour l'Afrique ou *United States Africa Command* (AFRICOM) en février 2007². Dans le cadre du *Unified Command Plan* est ainsi mis en place un nouveau commandement qui témoigne d'un certain degré de consolidation de la politique étatsunienne en Afrique, auparavant gérée par le commandement européen³. Son but affiché est certes de mieux préparer les opérations militaires mais avant tout de développer des plans de coopération avec des ONG, avec l'USAID⁴ ou encore avec l'Union africaine. En effet, ce commandement africain se distingue des autres commandements car il est présenté comme n'ayant pas pour vocation première de faire la guerre mais d'être un outil diplomatique au service de l'aide au développement. Il se veut au service de la paix et de la sécurité régionale faisant écho par là même à l'Agenda pour la paix lancé par l'ONU.

Un outil néanmoins militaire

Le volet militaire est tout de même bien présent. AFRICOM coordonne en effet les relations militaires entre les Etats-Unis et les Etats africains⁵ au travers de l'envoi de conseillers militaires, de diplomates et d'agents de renseignements (cf. annexes). Sa mission est bien de protéger et de défendre les intérêts étatsuniens par le renforcement des capacités militaires des pays africains et des organisations régionales, et si nécessaire par la conduite d'opérations militaires afin de combattre la criminalité internationale et de créer un environnement de paix susceptible de garantir un développement durable et une bonne gouvernance.

1 Le 3 octobre 1993, les Américains perdent 18 hommes dans Mogadiscio et le président Bill Clinton choisit de retirer ses troupes du pays.
2 Son entrée officielle en fonction se fait en octobre 2007.
3 Avant la création d'un commandement spécifique, l'Afrique relevait du *United States European Command* (EUCOM) et du *United States Central Command* (CENTCOM).
4 *United States Agency for International Development*.
5 A l'exception de l'Egypte dont la relation est assumée par le CENTCOM.

Pour ce faire, la principale base militaire, et seule permanente, se trouve à Djibouti (cf. annexe) d'où l'armée américaine fait décoller ses drones pour des missions de renseignement ou de bombardement vers l'ensemble de la Corne de l'Afrique ainsi que vers le Golfe. Ils ciblent notamment les *shebabs* somaliens à l'Est et les combattants d'*Al Qaïda* dans la péninsule arabique. S'organisent depuis Djibouti des missions de lutte anti-terroriste et de contre piraterie.

Un laboratoire de la doctrine d'engagement du président Barack Obama

En 2014, la *Quadrennial Defense Review*⁶ présente l'Afrique comme un continent porteur de risques pour les intérêts américains mais aussi d'opportunités de coopérations renforcées. C'est pourquoi le commandant de l'AFRICOM⁷ déclare que « l'Afrique est en développement et sera à chaque fois plus importante pour les Etats-Unis dans le futur »⁸ notamment devant le risque terroriste.

Si le président Barack Obama s'inscrit dans la politique de développement de ces prédécesseurs, il insiste de plus sur le fait que **la sécurité de l'Afrique incombe avant tout aux Africains**. C'est en ce sens qu'est exprimée la doctrine du *lightfoot print on the ground*, c'est-à-dire d'empreinte militaire et sécuritaire minimaliste selon des actions d'appui ou des actions indirectes. Le président déclare lors du premier sommet Etats-Unis – Afrique⁹ que « les Etats-Unis n'ont pas vocation à s'installer en Afrique ». Il s'agit donc de mettre en place des programmes d'aide et de stabilité via le financement des forces étrangères, l'octroi de prêts pour l'achat d'armes et de matériels militaires ainsi que le financement de formations militaires. Ces actions répondent à une logique de *building partner capacity*. Il est à noter cependant certaines interventions directes¹⁰ opérées notamment avec les forces spéciales. L'approche globale et minimaliste sur le terrain est également remise en cause par la guerre de Libye qui voit l'AFRICOM devenir un commandement militaire opérationnel avec la création d'un *commander's in-extremis force* en octobre 2012 et l'augmentation du nombre de forces spéciales présentes pour lutter contre le terrorisme et la menace islamiste. **La politique américaine se construit en réaction aux événements et non dans une démarche proactive de construction d'une véritable stratégie militaire in extenso.**

Coopération franco-américaine : prémices d'une nouvelle forme d'engagement des Etats-Unis ?

Selon la **logique de partage du fardeau sécuritaire** prônée par Washington et l'appel à une plus grande responsabilité des alliés, les Etats-Unis ont salué à plusieurs reprises l'action de la France au Mali. Ces derniers lui ont fourni un appui opérationnel – transport aérien stratégique et tactique, ravitaillement en vol, renseignement et actions des forces spéciales. Cette aide étatsunienne se traduit en outre par l'envoi de drones *Predator* depuis Niamey au Niger. Les Etats Unis restent donc en appui mais représentent néanmoins un des contributeurs les plus importants pour les opérations en cours.

La guerre de Libye est la première grande opération militaire gérée par l'AFRICOM avec la création d'un *commander's in-extremis force* en octobre 2012. Cependant, les Etats-Unis reprennent rapidement leur position d'appui suivant la doctrine du « *leading from behind* » de Barack Obama. Selon la même logique d'engagement des forces, le *Special-purpose marine air-ground task force crisis response*, basé à Moron en Espagne, intervient également pour l'AFRICOM. Le déploiement de *Marines* sur le continent correspond à la volonté de répondre aux crises le plus rapidement possible notamment au nord et à l'est de l'Afrique.

L'approche américaine intégrée en Afrique cherche par conséquent à **produire une assistance militaire accompagnée d'un soutien aux institutions démocratiques, à la société civile, au développement et à la croissance économique**. Il ne faut cependant pas oublier que le dispositif africain représente une simple portion des efforts militaires en grande partie tournés vers l'Asie Pacifique.

6 Présentation de la révision de la stratégie générale par le *Department of Defence* devant le Congrès tous les 4 ans qui tient compte de l'environnement international et des ressources financières.

7 Le général David M. Rodriguez devant la commission des services armés du Sénat américain, 6 mars 2014.

8 “*Africa is on the rise and will be increasingly important to the United States in the future*”.

9 Organisé à Washington les 5 et 6 août 2014.

10 Utilisation de la force contre les pirates en Somalie en 2009 par exemple ; envoi des forces spéciales en Ouganda, en République démocratique du Congo, République Centrafricaine.

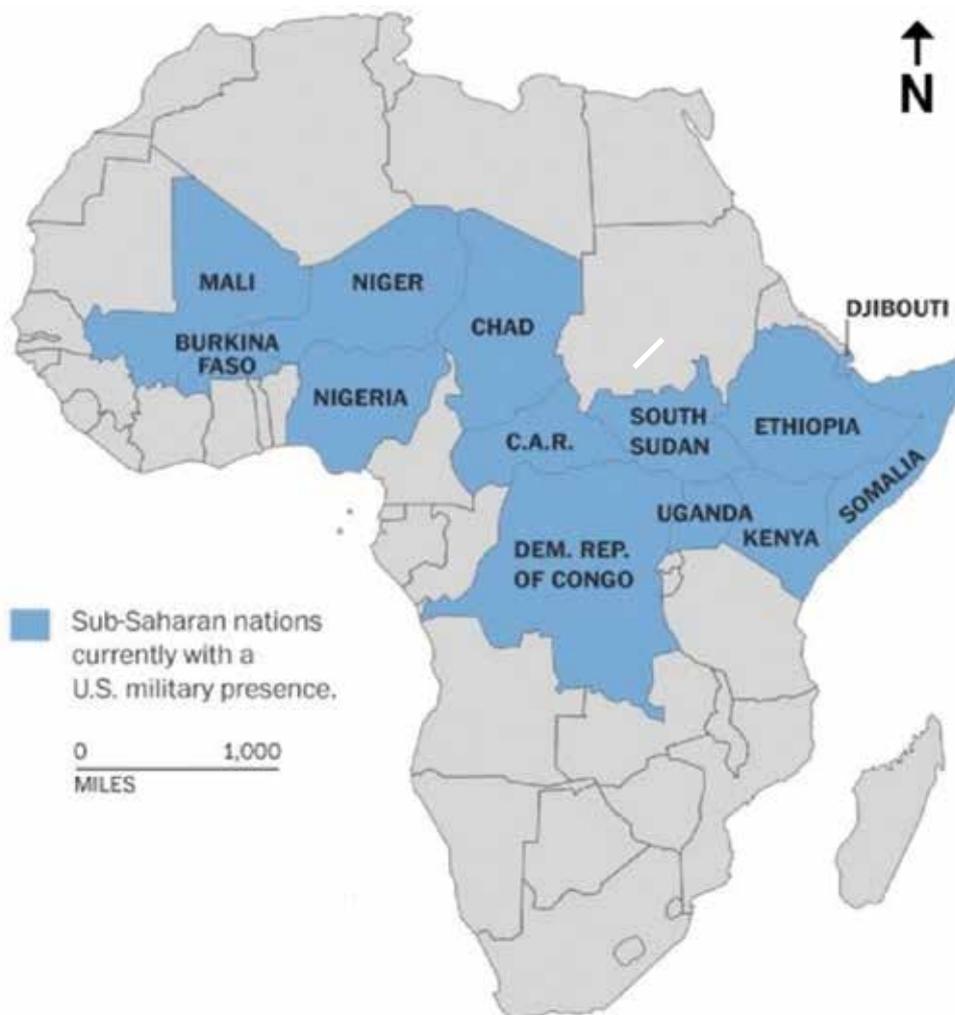
Principales composantes du dispositif militaire étatsunien en Afrique

Ajouté au réseau de trente-quatre attachés de défense, 5000 hommes environ sont déployés essentiellement sur le camp Lemonnier (2 500 hommes) à Djibouti qui est aussi la principale base de drones au monde avec une dizaine d'engins. De plus, plusieurs bases jalonnent le continent suivant l'arc du Golfe de Guinée à la Corne d'Afrique.

Parmi les principales entités, il existe :

- le *Partnership for Regional East African Counter Terrorism* : formation et entraînement des forces africaines locales
- le *Combined Joint Special Operation Task Force Horn of Africa* (Djibouti) : action directe des forces américaines par l'emploi de drones armés et des forces spéciales pour lutter contre le terrorisme et travailler à la sécurisation des frontières
- le *Trans-Sahara Counter Terrorism Partnership* : dont le volet militaire de l'*operation enduring freedom* vise à combattre et défaire les organisations terroristes opérant au Maghreb et au Sahel
- l'*African Partnership Station* : formation aux forces navales africaines et aux personnels portuaires

Présence militaire américaine en Afrique sub-saharienne



Source : Adam Taylor et Laris Karklis / Washington Post, mai 201